



HAL
open science

Les inspections primaires de l'éducation nationale : dotations, pratiques et effets sur le fonctionnement des écoles et les acquis des élèves

Jean-Pierre Jarousse, Christine Leroy-Audouin, Alain Mingat

► To cite this version:

Jean-Pierre Jarousse, Christine Leroy-Audouin, Alain Mingat. Les inspections primaires de l'éducation nationale : dotations, pratiques et effets sur le fonctionnement des écoles et les acquis des élèves. *Revue française de pédagogie*, 1997, 118, pp.5-25. hal-03207882

HAL Id: hal-03207882

<https://hal.science/hal-03207882v1>

Submitted on 4 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Les Inspections primaires de l'Éducation nationale : dotations, pratiques et effets sur le fonctionnement des écoles et les acquis des élèves

Jean-Pierre Jarousse,
Christine Leroy-Audouin,
Alain Mingat

Cet article examine dans un premier lieu la variété des caractéristiques quantitatives (nombre de maîtres) et qualitatives (tonalité sociale du public des élèves, dispersion géographique, ...) ainsi que celle des dotations en personnels et en matériels aux inspections primaires ; on conclut qu'il y a peu de relation entre dotations et besoins au niveau de l'inspection. En second lieu, les pratiques des inspecteurs et de leurs équipes sont décrites et, sur ce plan également, c'est une large variété qui domine dans les dimensions administrative, relationnelle et pédagogique (sans qu'il s'agisse d'ajustements ni aux moyens ni au public). Enfin, on analyse dans quelle mesure ces pratiques sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'efficacité pédagogique des enseignants de la circonscription et quelles pratiques se révèlent in fine plus efficaces.

Les Inspections primaires de l'Éducation nationale ont été créées au milieu du XIX^e siècle dans le but premier de contrôler le fonctionnement des écoles ; le rattachement initial des inspecteurs auprès des préfets témoignait d'ailleurs de cette dimension idéologique et républicaine. Progressivement, les fonctions d'encadrement pédagogique se sont imposées et les Inspecteurs de l'Éducation nationale remplissent dorénavant une double mission, médiateurs dans la mise en application des dispositions institutionnelles au niveau national d'une part, et pivots dans le fonctionnement organisationnel et pédagogique des écoles au niveau local, d'autre part. Au cours du temps, la dimension de contrôle et d'inspection

des personnels s'est atténuée au bénéfice de fonctions d'animation et de formation. L'activité des inspecteurs s'est par ailleurs élargie avec la déconcentration de l'administration, le développement des Zones d'Éducation Prioritaires et des projets d'école.

D'une façon générale, les activités effectives des inspecteurs et des équipes de circonscription sont relativement peu connues. Une enquête du ministère de l'Éducation nationale, conduite par la Direction des Etudes et de la Prospective et la Direction des Ecoles (1) au cours de l'année 1989, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, permet d'apporter quelques éclairages sur

ce que sont ces inspections et leurs équipes, les moyens qu'elles mobilisent et les activités qu'elles mettent en œuvre. Par ailleurs, les données recueillies permettent également d'explorer dans quelle mesure ces actions structurent le fonctionnement interne des écoles et, *in fine*, les acquisitions des élèves.

UNE DESCRIPTION DES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS

L'enquête a porté sur 30 circonscriptions et les informations sont bien documentées sur 27 d'entre elles. L'échantillon est donc de taille relativement réduite si bien qu'il faudra prendre avec précautions les résultats obtenus, ceux-ci méritant d'être confirmés par des investigations menées à une plus grande échelle ; cela dit, les données recueillies restent toutefois intéressantes et il ne fait pas de doute qu'elles donnent une première image convenable de la réalité étudiée. Les résultats de cette recherche seront présentés en trois sections. Dans une première section, nous examinerons les caractéristiques des circonscriptions au niveau de la population des maîtres et des élèves, et au niveau des moyens alloués par l'administration aux équipes. La seconde section sera consacrée à la description des pratiques des inspecteurs et de leur équipe. Dans chacune de ces deux sections, on s'attachera à examiner non seulement la situation moyenne, mais aussi la diversité rencontrée entre les différents lieux. La troisième section abordera plus spécifiquement la question des effets de ces pratiques tant sur le fonctionnement des écoles que sur les résultats repérés chez les élèves, sur la base de leurs acquisitions scolaires.

Une grande variabilité des circonscriptions

• Des circonscriptions aux caractéristiques variées

Un premier fait à souligner est la forte variabilité des caractéristiques des circonscriptions. Une première dimension de cette variété renvoie bien sûr aux caractéristiques géographiques et notamment au degré d'urbanisation ; ainsi 10 circonscriptions sur les 27 étudiées sont totalement urbaines, alors que 8 concernent des zones majoritairement rurales. De façon liée, plus d'un tiers des classes sont à plusieurs niveaux dans 6 cir-

conscriptions alors que dans 7 autres, ces classes représentent moins de 10 % du total. Sur le plan de la concentration géographique des écoles (et donc de leur accessibilité), on compte 11 circonscriptions dans lesquelles l'école la plus éloignée du bureau de l'inspection est à moins de 20 km, 9 dans lesquelles la distance maximale est inférieure à 30 km et 7 dans lesquelles cette distance est supérieure à 30 km (le maximum est de 70 km).

Concernant la taille des circonscriptions, une mesure de référence est le nombre de maîtres. Celui-ci est en moyenne de 247, avec une distribution relativement variée ; en effet, mises à part une circonscription dont le nombre de maîtres est de 49 (circonscription « Adaptation et Intégration Scolaires »), et trois autres circonscriptions dont le nombre de maîtres est inférieur à 200, les 23 circonscriptions restantes ont des tailles qui s'échelonnent de façon régulière entre 200 et 356 maîtres.

Au-delà de ces aspects quantitatifs, les circonscriptions sont également très différentes sur le plan de leurs populations scolaires, qu'on les caractérise par la distribution des origines sociales ou de la nationalité. De façon globale, les milieux populaires représentent en moyenne 60 % de l'effectif des élèves, mais cette proportion est inférieure à 52 % dans 7 circonscriptions et supérieure à 66 % dans 8 autres. De façon symétrique, la proportion moyenne d'enfants de cadres (y compris professions intermédiaires) est globalement de 18 %, mais elle est inférieure à 12 % dans 7 circonscriptions et supérieure à 25 % dans 4 autres. Concernant la proportion d'élèves de nationalité étrangère, la moyenne d'ensemble est de 10 % ; cette proportion est inférieure à 5 % dans 15 circonscriptions et supérieure à 20 % dans 5 autres. De façon complémentaire à cette description, on note que 19 % des élèves de CE2 ont connu, en moyenne, au moins un redoublement au cours de leur scolarité élémentaire ; ce chiffre est inférieur à 15 % dans 7 circonscriptions et supérieur à 25 % dans 5 autres.

Il est donc clair qu'outre leurs aspects quantitatifs, les circonscriptions présentent des tonalités variées dans les dimensions sociales et scolaires de leur population d'élèves (2).

Concernant le corps enseignant, les circonscriptions se différencient également sur un certain nombre de points, notamment le taux d'absen-

téisme moyen (rapport des demi-journées d'absence des maîtres au total annuel de demi-journées de classe) et le taux de participation au mouvement (rapport des enseignants ayant demandé un changement de poste en 1989 au nombre des enseignants de la circonscription). Le taux d'absentéisme moyen est de 5,3 % avec une variation large et relativement continue entre 0,2 % et 10,4 %. La proportion d'enseignants ayant participé au mouvement annuel est, en moyenne pour les 27 circonscriptions étudiées, de 19,3 %, avec là encore des différences importantes, ce taux variant de 8 à 35 %.

Ces deux indicateurs peuvent renvoyer pour partie à des causes communes manifestant des degrés de « malaise », variés d'une circonscription à l'autre, dans le vécu du métier par les enseignants ; cela dit, s'il existe bien une corrélation positive entre les valeurs des deux indicateurs, celle-ci est faible et non-significative. La variabilité de chacun d'entre eux peut elle-même être liée aux réalités plus ou moins objectives de l'exercice du métier (difficulté du public, relations hiérarchiques, ...). Nous avons examiné ici dans quelle mesure certaines caractéristiques des circonscriptions pouvaient rendre compte de la variabilité du taux d'absentéisme des enseignants d'une part, et de leur degré de participation au mouvement d'autre part.

Tableau I. — Taux d'absentéisme de la circonscription selon la tonalité sociale et géographique (%)

% milieu populaire % secteur rural	40	70
0 (urbaine)	8,5 %	4,1 %
50 (rurale)	7,5 %	3,1 %
	5,3 %	

Concernant le taux d'absentéisme, la variable qui ressort avec le plus de force est la tonalité sociale de la circonscription, dans un sens qui n'est sans doute pas spontanément attendu : c'est en effet dans les circonscriptions les plus populaires que les taux d'absentéisme ont tendance à être les plus faibles ; ils apparaissent en outre inférieurs dans les circonscriptions rurales.

Par ailleurs (voir section sur les pratiques ci-après), sachant que l'on peut opposer les inspec-

teurs selon leur degré de présence directe auprès des enseignants (3), il apparaît que le taux d'absentéisme moyen dans la circonscription a tendance à être plus fort lorsque l'IDEN a des activités plus centrées sur les écoles et les enseignants ; les différences constatées sont statistiquement significatives et sont estimées à environ 2 % dans le taux d'absentéisme de la circonscription. Ce résultat semble être lié davantage à la nature des relations développées par l'inspecteur avec sa circonscription qu'à leur intensité quantitative : la variable manifestant le rapport entre la taille de l'équipe de circonscription et le nombre de maîtres dans la circonscription se révèle sans effet à cet égard.

La variabilité inter-circonscriptions des taux de participation des enseignants au mouvement ne s'explique quant à elle, ni par les caractéristiques socio-géographiques de la circonscription d'exercice, ni par le type de fonctionnement pédagogique de l'IDEN (plus ou moins présent dans les écoles). Nous avons cherché alors si la composition du corps enseignant était susceptible de rendre compte du degré de participation au mouvement ; parmi les variables disponibles, seul le taux de féminisation est influent, la mobilité des enseignants étant d'autant plus grande que les femmes sont plus représentées ; la distribution de l'ancienneté professionnelle, très variable d'une circonscription à l'autre, est elle sans relation avec l'intensité de la demande de « mouvement ». Ces deux variables se révèlent par ailleurs sans effet sur le taux d'absentéisme.

• *Des inspecteurs au profil différencié*

Les IDEN de l'échantillon sont dans une large majorité des hommes (89 % d'hommes et seulement 3 femmes dans les 27 circonscriptions étudiées), alors que le corps des enseignants des niveaux primaire et secondaire dont ils sont généralement issus, est largement féminisé (respectivement 75 % et 56 % de femmes). Leur âge moyen est de 46 ans mais varie de 37 à 62 ans. L'ancienneté dans le statut d'inspecteur est en moyenne de 6,6 années et de 4,3 années pour ce qui est de l'ancienneté dans le poste actuellement occupé ; cela dit, les écarts sont ici très larges, 9 inspecteurs n'exerçant dans leur actuelle circonscription que depuis une ou deux années et 6 depuis plus de sept ans.

Du point de vue de l'origine professionnelle, les deux-tiers des inspecteurs étaient initialement

instituteurs ou enseignants du secondaire (certifiés/PEGC de spécialités très variées). Leurs niveaux d'études recouvrent pour partie la distribution de l'origine professionnelle, 3 inspecteurs étant titulaires du bac seulement, 10 d'une licence, 11 d'une maîtrise et 3 d'un diplôme de troisième cycle.

• *Des moyens différenciés selon les circonscriptions*

Concernant les moyens, nous disposons d'informations sur les dotations en personnel et sur les équipements. Sur ces deux plans, on observe des différences notables d'une circonscription à l'autre.

— Sur le plan des personnels

Si toutes les circonscriptions sont dotées d'une secrétaire à temps plein, le nombre de personnes permanentes (conseiller pédagogique auprès de l'IDEN, conseiller pédagogique de circonscription, secrétaire de circonscription préélémentaire et élémentaire, animateur informatique en équivalent temps plein) est en moyenne de 3,85 (y compris l'IDEN) ; la distribution de cette valeur est très continue entre 2,5 et 5,5 personnes. L'équipe de « base » peut bénéficier en outre de la présence de conseillers pédagogiques disciplinaires (musique et/ou arts plastiques) : le cas le plus fréquent correspond à la présence d'un conseiller supplémentaire par équipe (mais certaines circonscriptions n'en ont aucun et d'autres deux). Il est à noter qu'on n'observe pas de relation entre le nombre de ces personnels et l'effectif de l'équipe de circonscription de « base ».

Enfin, les équipes peuvent être complétées par des collaborateurs occasionnels dont le nombre déclaré par les inspecteurs est en moyenne de 0,7 ; cela dit, cette moyenne cache une assez forte variabilité puisque 15 circonscriptions ne déclarent faire appel à aucune collaboration de ce type tandis que certaines autres indiquent mobiliser jusqu'à 9 personnes de cette catégorie. Il reste toutefois que l'intensité du service de ces personnes n'est pas connue dans l'enquête.

— Sur le plan de l'équipement matériel

Globalement, le matériel du secrétariat de la circonscription apparaît assez conventionnel, voire rudimentaire, eu égard à l'état et à la diffusion de la technologie : seules 44 % des inspections disposent d'une photocopieuse, le micro-ordinateur

de bureau n'est présent (en 1989) que dans moins d'une circonscription sur cinq. En revanche, le Minitel (équipement fourni gratuitement par les Télécom) est largement utilisé (toutes les circonscriptions sauf une). Dans une perspective d'usage plus spécifiquement pédagogique, deux-tiers des circonscriptions déclarent être équipées d'une bibliothèque pédagogique auprès de laquelle les enseignants peuvent se documenter en fonction de leurs besoins ; cela signifie aussi, en creux, que dans une circonscription sur trois, les enseignants ne disposent pas de ce service auprès de leur inspection de rattachement et doivent par conséquent nécessairement se rendre au Centre Départemental de Documentation Pédagogique.

Au-delà de la disponibilité particulière de chacun de ces équipements, 4 inspections (sur les 27 étudiées) ne sont pourvues d'aucun d'entre eux, alors que 4 autres disposent de tous ; la majorité des inspections possède en fait un seul de ces trois équipements (généralement une bibliothèque).

La connaissance descriptive (évidemment sommaire) des moyens dont disposent les circonscriptions, tant en personnels qu'en équipement, fait état de variations assez nettes d'une inspection à l'autre. Cette variabilité brute, pour intéressante qu'elle soit, invite toutefois à des rapprochements avec les caractéristiques de la population scolaire de la circonscription, pour examiner dans quelle mesure cette variabilité dans les moyens répond à l'intensité des besoins à satisfaire et aux conditions locales.

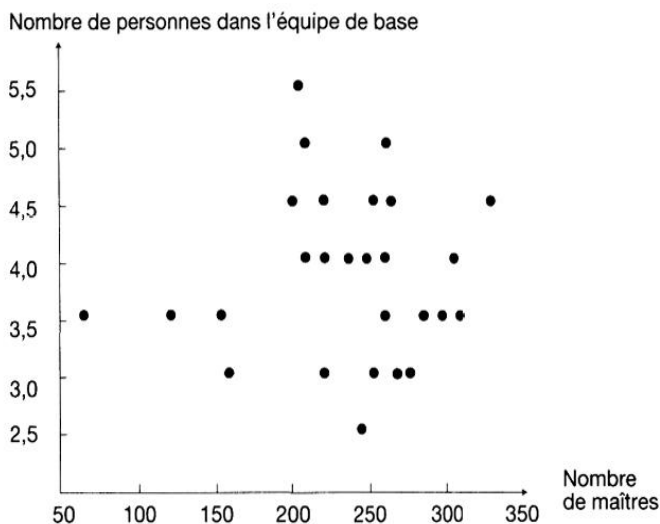
Estimer le degré de cohérence dans les dotations de moyens aux circonscriptions

Une analyse de base consiste à mettre en regard le volume des moyens disponibles avec les besoins pédagogiques à couvrir. Dans cette perspective, les besoins seraient d'autant plus grands que le nombre de maîtres de la circonscription est important et que la circonscription est plus difficile à gérer ; cette dernière caractéristique peut s'appréhender par des indicateurs tels que la part des écoles rurales, la dispersion géographique des écoles et la proportion d'élèves de milieu populaire ou en retard scolaire.

Une première approche s'attache à mettre en relation le nombre des personnels administrativement attachés à l'équipe de circonscription (y

compris l'inspecteur) et celui des enseignants qui y sont en activité. Ce rapport prend la forme d'un « taux d'encadrement » : en moyenne sur l'ensemble des 27 circonscriptions, ce taux est de 1 pour 46,7 maîtres mais il est très variable d'une circonscription à l'autre (4). Il est en effet de 1 pour 33 dans la circonscription apparemment la mieux dotée en personnels et de 1 pour 108 dans celle qui l'est le moins (on observe une distribution relativement continue entre ces deux valeurs extrêmes). Ces chiffres manifestent *a priori* la possibilité d'un degré assez élevé d'incohérence dans les allocations de personnels aux équipes de circonscription et c'est ce que tend à visualiser le graphique suivant :

Graphique 1. — Relation entre effectif de l'équipe de base et nombre de maîtres dans la circonscription



• Relation entre les moyens et les caractéristiques de la circonscription

• Relation entre les moyens et les caractéristiques de la circonscription

Une façon analytiquement plus satisfaisante (5) d'examiner les dotations consiste à estimer la relation fonctionnelle existant entre la taille de l'équipe, et plus généralement les moyens mobilisés par l'inspection, avec des variables mesurant les besoins quantitatifs et qualitatifs de la circonscription.

Moyens de la circonscription = f (nbre de maîtres, caractéristiques socio-géographiques)

Concernant les dotations de base en personnels de circonscription (IDEN, CPAIDEN, CPC, secrétaire de CCPE, animateur informatique) et face à la diversité des situations décrites précédemment, on observe, sur la base de modélisations multivariées, une absence quasi-totale de relation entre les dotations et les caractéristiques des circonscriptions. Il apparaît en outre que cet aléa d'ensemble ne s'explique ni par la tonalité sociale de la circonscription ni par son caractère plus ou moins rural ; à cet égard, nous avons également examiné l'influence éventuelle des variables caractérisant l'étendue de la circonscription (distance entre les deux points les plus éloignés/distance entre le bureau de l'inspection et l'école la plus éloignée) et observé que celles-ci étaient sans influence sur les dotations en personnels.

On peut donc dire que les dotations en personnels sont à la fois très variables d'une circonscription à l'autre et aléatoires par rapport au nombre de maîtres (même dotation observée pour des circonscriptions comptant de 120 à 320 maîtres) et aux caractéristiques sociales et géogra-

Tableau II. — Dotations en personnels et en équipement en fonction des caractéristiques socio-géographiques de la circonscription

	Personnels de base		Personnels totaux		Équipement	
	Coef. signif.	Coef. signif.	Coef. signif.	Coef. signif.	Coef. signif.	Coef. signif.
Nombre de maîtres	+ 0,001 ns	+ 0,001 ns	- 0,001 ns	- 0,002 ns	- 0,004 *	- 0,004 *
Caractéristiques circonscription						
• % milieu populaire		+ 0,98 ns		+ 4,71 *		+ 2,34 ns
• % secteur rural		- 0,45 ns		- 0,35 ns		- 1,42 ***
Constante	3,62 ***	3,23 ***	5,44 ***	3,16 *	2,53 ***	1,69 *
R ² (%)	0,7	6,4	0,1	9,1	10,4	43,4

phiques (pas de dotations supérieures dans les circonscriptions socialement difficiles ou géographiquement étendues).

Au-delà du personnel de base des équipes de circonscription, l'analyse des personnels totaux que l'inspecteur réussit à mobiliser (CPEM, CPAP, contributions occasionnelles) tend à montrer que le recours à ces personnels 1) ne se réalise pas sur la base du nombre de maîtres et n'est pas plus fréquent lorsque l'encadrement quantitatif de base est plus faible et 2) se révèle en revanche plus intense quand la tonalité sociale du public d'élèves de la circonscription est plus défavorisée : si la proportion d'élèves de milieu populaire passe de 35 à 70 %, l'effectif de ce type de personnel augmente en moyenne de 1,5 ; cela dit, la faible significativité statistique du coefficient invite davantage à parler de tendance que de situation systématique.

En ce qui concerne l'équipement, la modélisation fait apparaître une relation négative, certes peu significative, avec le nombre de maîtres de la circonscription. Cela signifie que c'est en moyenne dans les circonscriptions qui comptent le plus grand nombre d'enseignants qu'on trouve l'équipement le plus sommaire. Une relation similaire est observée avec le degré de ruralité, l'équipement étant plus limité quand la circonscription est plus rurale.

À ce stade de l'analyse, et face à une variabilité résiduelle très forte tant en ce qui concerne les dotations en personnels qu'en équipement, une question est de déterminer si l'on a tendance à observer des dotations en équipement plus fortes lorsque les dotations en personnels sont plus faibles. Ce n'est manifestement pas le cas puisqu'il existe une forte corrélation positive (+ 0,60) entre le degré d'équipement et la taille de l'équipe de base de la circonscription : plutôt qu'une substitution fonctionnelle de l'équipement à une faiblesse des personnels, l'équipement semble représenter une sorte de « consommation administrative » d'autant plus importante que le personnel de la circonscription est nombreux. Il est par ailleurs possible qu'il existe une cause commune aux dotations dans ces deux domaines et qu'une bonne dotation en général résulte du degré de dynamisme particulier de l'IDEN vis-à-vis de l'Administration.

• *Les caractéristiques de l'IDEN vis-à-vis de la mobilisation de moyens*

L'absence de relation positive entre les besoins de la circonscription et les moyens humains et

matériels qui y sont mobilisés manifeste à l'évidence un dysfonctionnement institutionnel ; examinons maintenant dans quelle mesure les caractéristiques de l'inspecteur lui-même pourraient permettre de rendre compte de la variabilité constatée. Parmi les caractéristiques disponibles dans l'enquête, le fait que l'inspecteur soit originaire de l'enseignement primaire ou secondaire et qu'il ait un niveau d'études plus ou moins élevé n'est pas associé à une mobilisation plus ou moins grande de moyens pour le fonctionnement de sa circonscription. Seules deux caractéristiques apparaissent exercer une influence, à savoir l'ancienneté et le sexe.

Les inspecteurs qui ont une plus grande expérience dans la fonction obtiennent en moyenne davantage de personnels pour leur équipe de circonscription, alors que l'ancienneté dans le poste occupé semble permettre d'aboutir à une meilleure dotation en équipement et matériel. Par ailleurs, les femmes (elles ne sont que trois si bien que le résultat est à prendre avec précaution) semblent disposer d'une équipe de circonscription un peu plus nombreuse ; cela dit, l'impact de ces deux caractéristiques reste quantitativement modéré (les écarts ne sont pas très importants) et la part d'explication de la variabilité des moyens reste modeste. Il se peut toutefois, comme nous l'avons suggéré plus haut, que la personnalité de l'inspecteur (6), indicateur difficilement observable et non disponible dans l'enquête, puisse rendre également compte de la variabilité observée.

Face à cette incohérence des dotations, le questionnaire permet d'appréhender le degré de satisfaction des IDEN en leur demandant les domaines (manque de personnels, de temps, de moyens, hétérogénéité de la circonscription, pression des partenaires extérieurs, ...) qui ont constitué un frein à leur action. Une première statistique globale permet d'estimer le degré d'insatisfaction en sommant le nombre d'items cités parmi les 13 domaines proposés. On observe alors une variété substantielle puisque l'indicateur varie de 1 à 10 (avec une moyenne de 5,1) ; si 6 inspecteurs apparaissent relativement satisfaits de leurs conditions de fonctionnement (ils invoquent 3 motifs ou moins d'insatisfaction), en revanche, 7 autres inspecteurs manifestent une frustration assez nette en citant 7 facteurs ou plus qu'ils estiment avoir entravé leur action. Parmi les motifs les plus fréquemment cités, le manque de temps vient en tête

Tableau III. – Dotations en personnel et en équipement en fonction des caractéristiques de la circonscription et de l'IDEN

	Personnels de base		Personnels totaux		Équipement	
	Coef.	Signif.	Coef.	Signif.	Coef.	Signif.
Nbre de maîtres	+ 0,001	n.s.	- 0,02	n.s.	- 0,003	*
Caractéristiques circonscription						
• % milieu populaire			+ 5,59	*		
• % secteur rural					- 1,44	***
Caractéristiques IDEN						
• Ancienneté fonction	+ 0,06	**	+ 0,05	n.s.		
• Ancienneté poste					+ 0,05	*
• Femme	+ 0,73	*	+ 1,63	*		
Constante	+ 3,17	***	+ 1,87	n.s.	+ 2,78	***
R ² (%)	17,2		19,5		43,4	

(21 citations) mais ce facteur général est susceptible d'être éclairé par deux items également très cités : l'insuffisance de moyens (18 citations) et de personnels (12 citations) d'une part, les pressions de l'administration d'autre part (trop grandes sollicitations de la hiérarchie – 10 citations – et manque de continuité dans les demandes de l'institution – 12 citations –). L'immobilisme pédagogique des instituteurs est le dernier facteur fréquemment considéré comme un frein à l'action de l'IDEN (15 citations). En revanche, les questions de la mobilité trop importante des enseignants, de l'implication des partenaires extérieurs (par excès ou insuffisance) ne sont pas fréquemment perçues comme des obstacles au fonctionnement des circonscriptions.

On peut évidemment se demander dans quelle mesure ces représentations sont liées à des caractéristiques objectives, soit de la circonscription et des moyens qui lui sont alloués, soit de la personne de l'IDEN. Pour ce faire, des modèles ont été estimés, qui montrent de façon claire que, dans une large mesure, ces représentations, bien que très différentes d'un IDEN à l'autre, ne s'expliquent pas du tout par les caractéristiques de la circonscription : que la circonscription soit bien ou mal dotée en personnels et en moyens, que sa tonalité soit populaire ou non, rurale ou urbaine, est sans relation avec le sentiment d'insatisfaction de l'IDEN. En revanche, les femmes font état d'un degré plus élevé de contentement du fonc-

tionnement de leur circonscription (elles citent deux motifs d'insatisfaction en moins par rapport aux hommes). De même, on observe qu'une plus grande ancienneté générale des inspecteurs est associée à un moindre degré d'insatisfaction de leur part (ainsi, 10 ans d'ancienneté supplémentaires entraînent la citation d'un nombre de motifs inférieur de 1,5). Enfin, et de façon plus légère, les inspecteurs originaires du premier degré paraissent plus satisfaits que leurs collègues issus du second degré, notamment par rapport aux contraintes administratives.

Au total, il ressort de cette analyse des relations entre moyens mobilisés et besoins des inspections que les dotations aux circonscriptions sont caractérisées par une dimension très fortement aléatoire. Il est évidemment possible que cette situation ne soit pas sans conséquences sur le volume d'activités et le type de fonctionnement des IDEN, et plus généralement des équipes de circonscriptions ; c'est ce point que nous allons aborder maintenant.

UNE DESCRIPTION DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES PRATIQUES DES INSPECTIONS

Le questionnaire administré à ces 27 IDEN couvre des domaines variés, mêlant des pratiques déclarées (formation continue, animations péda-

gogiques, pratiques d'inspection, ...) et des représentations sur le rôle des inspecteurs, leurs actions et leurs effets sur le fonctionnement de l'école. Présentons-les d'abord rapidement.

Une variété des pratiques et des représentations

• *Le fonctionnement de l'équipe de circonscription*

Les données permettent de faire ressortir l'existence d'une typologie assez nette des pratiques des IDEN, en opposant ceux qui privilégient la dimension pédagogique de leur action à ceux pour lesquels la perspective gestionnaire est première ; les « pédagogues » sont un peu plus nombreux, mais globalement ces deux populations sont numériquement équilibrées (15 « pédagogues » et 12 « gestionnaires »). Une autre dimension structure les pratiques déclarées ; elle distingue les IDEN dont l'activité est centrée sur les écoles et leur fonctionnement et ceux dont les activités ont un degré d'ouverture sur l'extérieur, c'est-à-dire en dehors de l'école, plus manifeste ; sans qu'il y ait de recouvrement avec la dimension précédente (on trouve par exemple autant de pédagogues que de gestionnaires parmi ceux qui ont des activités principalement centrées sur les écoles), les effectifs des IDEN « centrés » et « ouverts » sont approximativement équivalents. En outre, lorsqu'on examine les modalités des actions menées en direction des écoles, une opposition se dessine entre les IDEN qui insistent sur l'aspect inspection (10 IDEN sur 27) et ceux qui mettent en avant la dimension formation (11 IDEN), les autres (6) faisant état de positions moins tranchées.

La dimension d'ouverture se complète par ailleurs par la disponibilité déclarée par les IDEN pour des rendez-vous à l'improviste avec des instituteurs (12 reçoivent volontiers les enseignants sans rendez-vous préalable, alors que 15 ne proposent pas cette souplesse) et par le degré de diffusion des outils que l'inspecteur met au point dans la perspective de gestion de la circonscription (9 déclarent que ces outils sont à leur usage personnel, 12 qu'ils sont communiqués à toutes les écoles et 6 qu'ils sont également diffusés aux partenaires extérieurs à l'école).

Enfin, la façon de gérer la circonscription peut également se lire dans la nature des relations entre l'inspecteur d'une part, l'équipe pédago-

gique et les directeurs d'écoles d'autre part. Si tous les IDEN reconnaissent que l'équipe de circonscription constitue un appui indispensable à l'efficacité de leur action, tous n'ont pas la même conception de son fonctionnement : pour 12 IDEN, l'équipe dispose d'une autonomie de conception et d'appréciation des actions tandis que pour les 15 autres, elle constitue plutôt un organe de prolongement de leur action. De façon complémentaire, 10 IDEN sur les 27 de l'échantillon déclarent donner aux directeurs d'écoles un rôle particulier dans le fonctionnement de la circonscription (relais d'information, coordination d'actions au niveau local) ; les 17 autres répondent par la négative sur ce point.

• *L'importance de la formation continue des maîtres*

Une première observation factuelle concerne la proportion de maîtres ayant suivi au moins un stage de formation continue l'année précédant l'enquête. Sur ce plan, la variété d'une circonscription à l'autre est spécialement frappante ; en effet, 25,6 % des enseignants en moyenne ont participé à un stage, mais dans 6 circonscriptions, moins de 10 pour cent des maîtres ont été concernés, alors que dans 6 autres, plus de 40 % sont dans ce cas. En général, il est fait appel avec une intensité comparable aux formateurs de l'École Normale et à ceux de la circonscription mais certaines inspections utilisent très majoritairement l'un ou l'autre de ces deux corps de personnels.

On note en outre que 21 inspecteurs sur les 27 que compte l'échantillon (soit 78 %) déclarent que les enseignants de leur circonscription « ne sont pas spontanément demandeurs » de formation continue ; pourtant, lorsqu'il s'agit spécifiquement de stages de circonscription, la majorité des IDEN déclare que les enseignants sont volontaires ! Ces informations peuvent être rapprochées du fait que les IDEN estiment en général (75 % des cas) avoir joué un rôle dans la participation des maîtres aux stages de formation continue encadrés par des personnels de circonscription. D'ailleurs, 25 IDEN (92 %) déclarent avoir eu une action incitative spécifique auprès des enseignants dont ils estimaient qu'ils avaient un besoin particulier de suivre ces actions.

Concernant le choix des thèmes de formation, ils déclarent dans leur grande majorité y avoir largement participé et d'autant plus qu'il s'agissait

de stages de circonscription. Cela dit, si d'une façon générale l'intérêt des inspecteurs dans la formation continue des enseignants est forte, on observe aussi des variétés dans l'intensité de leur implication effective au déroulement des actions : 8 inspecteurs déclarent participer de façon assez systématique en tant que formateur, 10 n'y participer qu'occasionnellement et 9 déclarent ne jamais y intervenir.

- *L'organisation des conférences et animations pédagogiques*

Dès la création du corps des inspecteurs du premier degré, les conférences pédagogiques ont représenté un élément très important dans la vie des circonscriptions, tant pour transmettre au niveau local les instructions de l'administration centrale que pour animer/encadrer le fonctionnement des écoles. Aujourd'hui, bien que l'activité des inspections se soit sensiblement diversifiée, les conférences et animations pédagogiques continuent globalement à jouer un rôle notable. Cela dit, les pratiques dans ce domaine sont assez différentes, qu'il s'agisse de leur nombre, de leurs objectifs ou de leur forme.

Le nombre moyen d'animations pédagogiques au cours de l'année précédant l'enquête est de 22,5. La variabilité d'une circonscription à l'autre est toutefois très forte puisque dans 6 circonscriptions il y a eu moins de 10 animations pédagogiques et dans 5 autres plus de 40 ; il est donc clair que l'usage de cet instrument de gestion de la circonscription témoigne de choix différents de la part des IDEN. Ceci est conforté par une inégale implication directe dans la conduite de ces animations : environ 60 % d'entre elles sont animées par l'IDEN lui-même et les fortes variabilités qui sont enregistrées autour de ce taux moyen proviennent pour partie du volume annuel de ces animations dans la circonscription (7). On observe donc à la fois des circonscriptions dans lesquelles peu d'animations pédagogiques sont animées directement par l'IDEN alors même qu'il en est organisé assez peu, et des circonscriptions dans lesquelles les animations sont non seulement nombreuses mais comptent souvent la participation directe de l'inspecteur. Lorsque l'IDEN assure personnellement l'animation pédagogique, l'objectif déclaré comme principal concerne l'explicitation des objectifs et des dispositions de la politique éducative nationale (20 citations), alors que l'objectif second est de

mettre en place des activités ciblées de formation (18 citations).

Sur le plan de l'organisation et des groupements de personnels réalisés, les possibilités sont a priori multiples, depuis des réunions concernant tous les enseignants de la circonscription, à des réunions sur des sujets spécifiques et limités, en passant par des regroupements intermédiaires d'enseignants par écoles ou par niveaux. En moyenne, les regroupements intermédiaires sont les plus fréquents (47 % des animations pédagogiques), suivis par les réunions plénières (41 %), alors que 12 % seulement des animations pédagogiques, à thème spécifique, résultent de souhaits particuliers émis par les maîtres. Au-delà de ces moyennes, on peut observer qu'il existe des profils de circonscriptions différents à cet égard. Ainsi, 7 circonscriptions accordent une place notable à l'expression des besoins des enseignants (entre 30 et 50 % des animations pédagogiques sont organisées sur cette base), alors que 10 circonscriptions insistent principalement sur les regroupements intermédiaires (par niveaux ou par écoles) et que 10 autres mettent surtout l'accent sur les « grands » groupes (4 IDEN procèdent uniquement de la sorte).

Quant au choix des thèmes des animations, les IDEN déclarent qu'il est très généralement le fait de l'inspecteur et de son équipe (21 cas sur 27) ; 2 inspecteurs déclarent choisir seuls, alors que 4 autres disent que le choix procède d'une consultation auprès des maîtres. Concernant les thèmes eux-mêmes, les citations les plus fréquentes des animations ont trait au français (23 sur 27), aux mathématiques (18 sur 27), à des champs disciplinaires moins académiques (EPS, arts plastiques, technologie, ...) ou des domaines transversaux. Les choix thématiques des inspecteurs suggèrent donc l'existence de deux groupes : le premier serait constitué des 14 IDEN qui déclarent de fait une centration plus académique (français-mathématiques), le second regroupe les 13 autres IDEN qui ont des choix plus diversifiés.

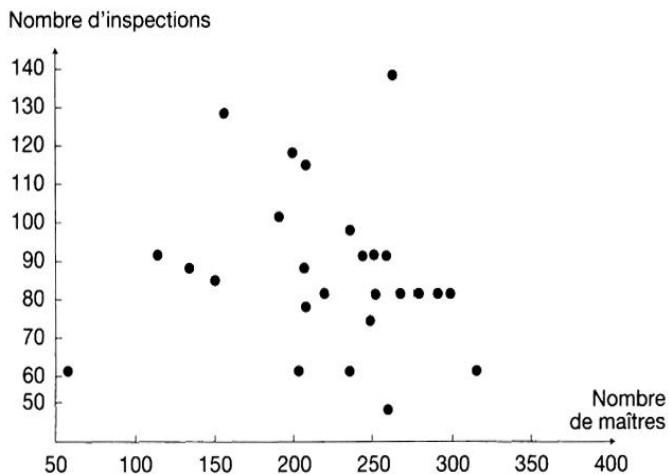
- *Les inspections des maîtres*

L'inspection est évidemment une dimension incontournable de la pratique personnelle des inspecteurs. Cette dimension peut être abordée sous un quadruple aspect : le type, le nombre et la fréquence, les objectifs et les critères d'évaluation. Concernant le premier point, il s'agit très majoritairement

rement d'inspections individuelles d'enseignants, les inspections d'écoles étant largement minoritaires (16 inspecteurs sur 27 déclarent ne pas avoir conduit de telles inspections au cours de l'année étudiée). Sur le plan du nombre, les IDEN ont déclaré avoir fait en moyenne 85 inspections individuelles au cours de l'année scolaire ; la variabilité est notable puisque la fourchette va de 48 à 133. Cette information est intéressante en ce qu'elle illustre la quantité d'activité de l'IDEN mais elle mérite toutefois d'être mise en perspective avec le nombre de maîtres, afin d'identifier le degré de « contrôle » opéré sur les enseignants par l'IDEN.

Le graphique suivant, qui met ces deux éléments en regard, témoigne d'une absence de relation, c'est-à-dire que le nombre effectif d'inspections par l'IDEN n'est pas dépendant du nombre de maîtres potentiellement « inspectables » d'une part, et qu'il faut rechercher dans d'autres domaines (de la disponibilité des moyens à des caractéristiques individuelles des IDEN) les raisons de cette forte variabilité d'autre part ; cette question sera explorée dans la section suivante.

Graphique 2. — Relation entre nombre de maîtres dans la circonscription et nombre d'inspections individuelles réalisées par l'IDEN



Une conséquence de cette absence de relation est que la probabilité qu'un maître soit inspecté est fortement variable d'une circonscription à l'autre. Le calcul de cette statistique montre que si la fréquence moyenne des inspections (rapport du nombre annuel des inspections au nombre de maîtres de la circonscription) est de 39,6 % (soit une inspection tous les 2 ans et demi), la variabilité est, une fois encore, très substantielle : en

effet, dans 6 circonscriptions, cette fréquence est inférieure ou égale à 25 % (soit moins d'une inspection tous les quatre ans) et dans 5 autres, cette fréquence est supérieure à 50 % (plus d'une tous les deux ans).

Lorsque l'on interroge les IDEN sur les objectifs des inspections individuelles, ils ne citent jamais l'aspect d'« obligation imposée par la hiérarchie ». En revanche, ces visites sont fréquemment présentées (10 IDEN sur 27) comme étant « l'occasion d'un dialogue privilégié » avec l'instituteur. L'inspection constitue en outre un moyen pour l'IDEN de « mieux connaître les points forts et faibles de l'activité pédagogique de sa circonscription » (7 cas sur 27) et représente une opportunité de formation pédagogique *in situ* des maîtres (5 cas). Enfin, 4 inspecteurs déclarent que l'inspection représente surtout un moyen de gérer la carrière des maîtres. Il s'agit bien sûr de dominante car la réalité incorpore sans doute souvent tous ces aspects de façon jointe.

Les domaines sur lesquels les IDEN déclarent faire porter leur évaluation durant les inspections individuelles sont globalement variés. Le respect des Instructions Officielles en matière de programmes est bien sûr cité, mais certains éléments des pratiques pédagogiques apparaissent plus centraux, tels que la préparation des séquences éducatives ou les modes de gestion de l'hétérogénéité des élèves ; ils concernent aussi des aspects plus personnalisés, l'insertion de l'enseignant dans l'école ou son niveau de réflexion personnelle sur la pratique du métier, par exemple. Enfin, au-delà de l'enseignant, les élèves sont également pris en considération, tant au niveau relationnel qu'au niveau de leurs résultats scolaires (forme et contenu de leurs productions).

Les IDEN adoptent à l'évidence une perspective pluri-critériée dans leur pratique d'inspection. Cela dit, au travers des 5 choix déclarés, des tonalités diversifiées se dessinent qui permettent de distinguer trois groupes : ceux qui privilégient les aspects relationnels (10 IDEN sur 27), ceux qui insistent sur les aspects du fonctionnement pédagogique et administratif de l'enseignant (8 IDEN) et enfin les 10 inspecteurs qui déclarent porter une attention plus directe aux résultats des élèves. Ce dernier groupe se distingue d'ailleurs des deux précédents, non pas tant parce que les critères sont majoritairement orientés vers les élèves mais parce que les élèves sont cités au

moins une fois comme élément de référence. On peut donc surtout lire cette typologie comme une mesure du fait que 17 IDEN sur les 27 de l'échantillon ne signalent pas les élèves comme entrant en ligne de compte dans leurs pratiques d'inspection. Il est possible que si ces IDEN étaient interrogés directement, ils diraient ne pas l'avoir mentionné car « cela va de soi, sans le dire » ; on peut aussi interpréter cette omission comme une illustration de la culture dominante de l'institution, qui évalue plus les moyens et le fonctionnement de l'école que les résultats qu'elle obtient.

- *L'inspecteur et les représentations de son activité*

Quand on demande aux inspecteurs comment ils perçoivent l'efficacité de leur action, pratiquement tous estiment, sans surprise, que c'est dans le domaine de l'animation pédagogique et dans l'implication des personnels dans le fonctionnement des écoles que leur action a le plus d'effet. L'évaluation et le contrôle des maîtres et des écoles, ainsi que la fonction de « courroie de transmission » de l'administration, ne sont pas cités comme domaines principaux ; les IDEN adhèrent donc massivement à un modèle pédagogique et institutionnel homogène et « classique ». Par contre, les citations sont beaucoup plus partagées en ce qui concerne les domaines dans lesquels l'action est perçue comme ayant le moins d'effets : 8 IDEN indiquent qu'ils pensent avoir peu d'influence sur la « gestion des moyens matériels, financiers et humains » de leur circonscription, 6 estiment ne pas être le plus efficace dans leur fonction de transmission entre les instances hiérarchiques supérieures et le niveau des écoles, 5 autres pensent avoir un impact limité sur les relations entre l'école et les collectivités territoriales ; enfin, seul un petit nombre indique avoir peu d'influence dans le domaine pédagogique. La prise en considération simultanée des domaines où les inspecteurs estiment avoir eu le plus et le moins d'effets permet d'opposer un groupe de 19 IDEN qui ont une orientation première pédagogique et un groupe de 8 IDEN qui ont une orientation gestionnaire plus affirmée.

Une opposition de ce type s'impose également lorsqu'on demande aux inspecteurs de désigner des termes qualifiant leur rôle tel qu'ils pensent l'avoir assumé, ainsi que des termes qui ne conviennent pas pour décrire leur fonction. Si les IDEN ne se perçoivent pas du tout, ni comme de

simples « exécuteurs de dispositions réglementaires », ni comme des « contrôleurs », l'appréhension positive de leur rôle est plus variée et s'articule autour de deux pôles principaux : le premier concerne l'aspect d'« animateur-facilitateur-régulateur » (les IDEN se perçoivent comme des personnes-relais et/ou de ressource), le second insiste plus sur la dimension de la « gestion et du management des écoles et de la circonscription ». L'analyse des adjectifs cités par les inspecteurs pour qualifier leur action montre qu'une partie d'entre eux s'est spontanément déclarée « gestionnaire », tandis qu'une autre partie choisit précisément des termes liés à la gestion pour indiquer ce que leur action n'est surtout pas ; on confirme ainsi bien une opposition entre des inspecteurs orientés vers la gestion et des inspecteurs pour qui la visée pédagogique prime.

Enfin, en continuité avec ce qui a été observé précédemment au niveau des critères d'inspection, 7 IDEN seulement pensent qu'il est possible d'évaluer l'impact des animations pédagogiques sur les résultats des élèves. Lorsque la question est plus large et concerne l'ensemble de leur activité, alors 16 inspecteurs déclarent qu'une relation directe est susceptible d'exister entre les actions qu'ils développent et les résultats scolaires des élèves de leur circonscription ; 11 IDEN en revanche n'envisagent pas la possibilité d'une relation de ce type.

Relation entre les pratiques des inspecteurs et le contexte de la circonscription

- *Un essai de typologie globale de l'activité des IDEN*

Dans la section précédente sont apparues des convergences entre les différentes dimensions ou types d'activités examinés. Il en est probablement ainsi parce qu'au-delà de l'analyse de telle ou telle activité ou telle ou telle déclaration, il existe des tonalités transversales qui s'expriment de façon plus ou moins précise au travers de ces différentes dimensions. Il convient donc de noter que chacun des indicateurs individuels décrits précédemment a surtout du sens quand il est considéré en relation avec les autres (l'interprétation de chaque indicateur isolé n'est pas toujours immédiate), sachant que s'il y a une imprécision manifeste dans la réponse aux questions prises une à une, l'accumulation de signaux allant dans une même direction permet de définir de manière

plus affirmée l'existence de tonalités professionnelles différentes selon les IDEN.

Sur la base des variables examinées séparément, il a été possible de construire 5 indicateurs agrégés qui rendent compte des dimensions suivantes :

– Le degré d'ouverture (sur l'extérieur des écoles) des pratiques de l'inspecteur.

– Le degré de directivité dans les relations de l'IDEN avec sa circonscription.

– L'intensité de l'activité (nombre de formations, d'animations pédagogiques, de visites d'inspection).

– L'intensité relative des aspects pédagogiques et gestionnaires dans les activités de l'IDEN.

– L'attention manifestée par l'IDEN aux résultats des élèves.

Chacun de ces indicateurs agrégés donne une image, sur une échelle quasi-continue, des différentes dimensions permettant de décrire les pratiques déclarées et les représentations des inspecteurs. On observe pour chacun d'entre eux des différenciations notables d'un inspecteur à l'autre, sachant qu'on a pu vérifier le caractère largement indépendant de ces 5 indicateurs construits (les corrélations sont faibles et non significatives).

Ceux-ci peuvent maintenant être utilisés de deux façons complémentaires :

– d'une part, on peut les mettre en regard avec certaines caractéristiques de l'IDEN, de la circonscription et des moyens qui y sont mobilisés, dans le souci d'examiner dans quelle mesure ces profils sont associés à des conditions d'exercice spécifiques et à certaines des caractéristiques des inspecteurs eux-mêmes.

– d'autre part, on peut les mettre en relation avec les acquisitions des élèves, de sorte à identifier dans quelle mesure les pratiques de gestion de la circonscription par l'IDEN sont de nature à influencer les produits du système scolaire tels qu'ils ont été mesurés dans cette enquête. Ceci permettra de dégager *in fine* lesquelles de ces pratiques se révèlent au niveau pédagogique les plus efficaces.

• *Quelle influence du contexte sur les types de pratiques des inspecteurs ?*

Les pratiques des inspecteurs peuvent donc être résumées par les 5 indicateurs précédemment décrits ; leur mise en regard avec les caractéristiques des inspecteurs, circonscriptions et de leurs moyens est résumée dans le tableau 4, ci-après.

D'une façon générale, la variabilité de ces cinq indicateurs ne se laisse pas aisément expliquer par les variables disponibles. La rela-

Tableau IV. — **Modèles expliquant la variété des types de pratiques des inspecteurs selon le contexte**

Variables	Pédagogique		Élèves		Activité		Ouverture		Directivité	
	Coef.	Signif.	Coef.	Signif.	Coef.	Signif.	Coef.	Signif.	Coef.	Signif.
% rural		ns		ns		ns	+ 0,013	ns		ns
Tx encad	- 64,4	**								ns
Nb maîtres				ns	- 0,007	***	- 0,006	**		
Pers. insp.			+ 0,34	*		ns	+ 0,75	**		
Equip.	+ 0,50	*		ns		ns	- 0,64	**		ns
Orig. Prim.	- 1,20	*		ns		ns		ns		ns
Ancienneté		ns		ns		ns		ns	- 0,07	*
Constante	+ 5,86	***	+ 0,87	ns	+ 7,13	***	+ 2,40	**	+ 4,91	***
R2 (%)	31		9		27		24		7	

tive faiblesse de la part de variance expliquée signifie sans doute que la composante personnelle est un facteur important de la variabilité des pratiques des IDEN. Ceci semble particulièrement vrai pour deux dimensions, la directivité et l'attention portée aux résultats des élèves, pour lesquelles le pouvoir explicatif des modèles est spécialement faible : être plus ou moins directif, ou bien s'intéresser explicitement aux élèves semble relever plus fortement de la personnalité de l'inspecteur que de conditions objectives et mesurables liées à la circonscription ou à l'IDEN lui-même. Quelques variables contextuelles ont également une influence dont nous résumons maintenant les principales lignes de force.

De façon transversale sur les 5 domaines analysés, on peut observer que la tonalité plus ou moins populaire ou plus ou moins rurale de la circonscription est sans influence sur la façon dont la circonscription est gérée par l'IDEN.

Le nombre de maîtres exerce une influence sur les pratiques ; il semble avoir un impact négatif sur le volume d'activité des inspecteurs (moins de formation, d'animations pédagogiques et d'inspections). Il apparaît également que l'existence d'un nombre plus grand de maîtres dans la circonscription incite les IDEN à une moindre ouverture de leur action (c'est-à-dire à un centrage plus strict sur le fonctionnement des écoles). De même, par l'intermédiaire de la variable d'encadrement (rapport du nombre des personnes de l'équipe au nombre de maîtres de la circonscription), on observe que lorsque la charge est plus intense, les IDEN ont davantage tendance à adopter un style gestionnaire plutôt que pédagogue dans la conduite de leurs activités ; on ne peut toutefois pas savoir, à ce stade de l'analyse, si cela est préjudiciable ou bénéfique pour le fonctionnement de la circonscription et les résultats scolaires des élèves.

Les moyens mobilisés semblent exercer une certaine influence sur les pratiques des IDEN, mais celle-ci apparaît globalement être relativement limitée. Un accroissement de l'équipement semble favoriser l'adoption d'un style plus orienté vers le pédagogique. Un nombre plus important de personnes dans l'équipe de circonscription semble enfin associé à une ouverture de l'action de l'inspecteur en dehors du strict cadre scolaire. Ces deux derniers points viennent

compléter et conforter les observations faites dans le paragraphe précédent, concernant notamment le rôle du taux d'encadrement des maîtres sur l'adoption d'un style gestionnaire ou pédagogue par l'IDEN et celui du nombre de maîtres sur la propension de l'inspecteur à avoir des pratiques centrées sur les écoles et moins ouvertes sur l'extérieur.

Enfin, les caractéristiques génériques de l'IDEN n'entretiennent pratiquement aucune relation avec les typologies proposées pour caractériser la tonalité de ses pratiques. Tout au plus peut-on observer que les IDEN originaires de l'enseignement primaire ont une tendance à adopter moins fréquemment une tonalité de « pédagogue » (et donc plus souvent de gestionnaire), alors que les inspecteurs qui ont davantage d'ancienneté dans l'exercice du métier ont tendance à avoir des pratiques moins directives dans leurs rapports avec leur circonscription ; ces relations ne sont toutefois pas intenses.

Au total, le rapport entre les besoins et les moyens semble bien imprimer une certaine influence sur la tonalité des pratiques de l'IDEN ; cette influence est cependant peu massive et les IDEN ont de fait de très larges possibilités quant à la tonalité qu'ils impriment à leur action.

Au-delà de l'analyse des « profils d'action », il est apparu intéressant d'examiner de façon plus directe les conditions qui peuvent rendre compte de la variabilité de trois éléments plus spécifiques, à savoir la fréquence des visites d'inspection auprès des maîtres, l'intérêt et l'implication des inspecteurs dans la formation continue des maîtres et dans l'organisation des conférences pédagogiques. Pour ces deux dernières dimensions, l'indicateur a une valeur d'autant plus élevée que les activités sont numériquement plus nombreuses et que l'IDEN y prend personnellement une part plus active. Le tableau 5, ci-après, présente les résultats obtenus.

Lorsqu'on examine les corrélations croisées entre ces trois dimensions, on observe d'une part une indépendance statistique entre les pôles « formation continue » et « conférences pédagogiques » et, d'autre part, une relation négative entre la fréquence des inspections et la formation continue ($r = -0,33$) ou les conférences pédagogiques ($r = -0,33$). Ces observations signifient qu'il semble ne pas y avoir d'arbitrage entre les

**Tableau V. – Modèles expliquant l'intensité des activités de l'inspecteur
(inspections, formation continue et animations pédagogiques)**

	Fréq. Inspections		Intérêt form. cont.		Intérêt conf. péda.	
	Coef.	Signif.	Coef.	Signif.	Coef.	Signif.
% rural	- 0,079	*		ns		ns
Nb Maîtres	- 0,0027	***		ns		ns
Pers. Insp.	- 0,12	ns		ns		ns
Origine primaire	+ 0,09	**		ns	- 0,039	*
Constante	+ 1,11	***				
R2 (%)	82		# 0		8	

activités de formation continue et de conférences pédagogiques. En revanche, il y aurait davantage de substitution entre ces deux dernières activités et les visites d'inspection.

Les résultats consignés dans le tableau ci-avant montrent que les trois dimensions de l'activité des inspecteurs (et des inspections) sont très inégalement influencées par les conditions logistiques du contexte de la circonscription. La part de variance expliquée est très faible (de fait nulle) pour l'intensité de la formation continue (aucune des variables disponibles n'entretient la moindre relation significative avec cette activité) et faible (8 %) pour les animations pédagogiques. Sur ce dernier plan, on peut seulement observer que les inspecteurs qui sont originaires du premier degré ont une propension plus légère à développer ce type d'activité.

La part de variance expliquée est en revanche exceptionnellement forte (82 %) pour la fréquence des inspections. Ce chiffre très élevé s'explique essentiellement par la variable « nombre de maîtres de la circonscription ». Ainsi et de façon très nette, plus le nombre de maîtres est élevé, moins grande est la fréquence des visites. Ce résultat est à rapprocher de l'observation selon laquelle le nombre de visites est globalement indépendant du nombre de maîtres de la circonscription alors que ce dernier est variable (graphique 2) ; il s'ensuit donc que la fréquence des visites pour un maître est d'autant plus faible que les maîtres de la circonscription sont nombreux. Ainsi lorsqu'on passe de 200 à 300 maîtres dans une circonscription, la fréquence des visites d'inspection passe, en moyenne, de une tous les 18 mois à une tous les trois ans.

On observe également que les inspections sont un peu moins fréquentes en milieu rural qu'en milieu urbain, que les IDEN originaires du premier degré ont tendance à inspecter davantage, mais que le fait que l'équipe de circonscription soit plus étoffée (ou mieux équipée) est sans influence sur ce plan ; ceci est évidemment dû au fait que seul l'IDEN peut conduire des inspections. On aurait toutefois pu imaginer que lorsque l'équipe est plus nombreuse, l'inspecteur serait déchargé d'autres tâches, ce qui lui permettrait de conduire éventuellement un nombre d'inspections plus élevé ; ce n'est pas le cas. Il apparaît donc que la variance dans le nombre de maîtres de la circonscription implique de façon quasiment mécanique une variabilité concomitante de celle des inspections.

QUELLES CONSÉQUENCES DE LA DIVERSITÉ DES PRATIQUES DES IDEN SUR LES RÉSULTATS OBTENUS ?

La mise en évidence de la variété des pratiques des IDEN est certes intéressante en elle-même, mais elle laisse irrésolu le problème de leur efficacité respective. Pour se prononcer sur ce point en évitant l'utilisation d'arguments normatifs, il convient de disposer d'une référence. Dans le système scolaire, les acquisitions des élèves constituent une balise importante pour évaluer la pertinence des modes d'organisation ; concernant de façon plus spécifique les inspecteurs, une dimension importante de leur action est aussi de contribuer à réguler les différenciations entre les écoles et classes de leur circonscription. On

MESURER LES ACQUISITIONS DES ÉLÈVES EN FONCTION DES LIEUX DE SCOLARISATION

Les acquisitions des élèves ont elles-mêmes des dimensions multiples, allant des acquis en matière de socialisation à des acquis plus classiquement scolaires ; parmi ces derniers, on peut distinguer aussi ceux qui concernent la dimension formelle des résultats et ceux qui s'attachent aux fonctionnements cognitifs et opératoires. Il serait bien sûr préférable de disposer de mesures dans ces différentes dimensions ; cela dit, cela constituerait une exigence particulièrement grande, compte tenu du fait que nous devons pouvoir disposer d'informations sur un nombre très important d'élèves. En effet, nous voulons identifier si le fait que des élèves aient été scolarisés dans tel ou tel contexte, tel que marqué par les activités de l'IDEN, a un rôle sur le niveau d'acquisition ; pour cette raison, nous avons retenu les acquis en français et en mathématiques à l'entrée au CE2 (épreuves nationales disponibles pour tous les enfants des 27 circonscriptions retenues) et adopté la stratégie d'analyse suivante :

Dans un premier temps, nous avons analysé les scores individuels (français/mathématiques et score agrégé moyen) en estimant un modèle statistique mettant en regard ce score individuel avec les caractéristiques individuelles et sociales des élèves. Ce faisant, on procède comme si les scolarisations n'avaient pas de dimension locale. En fait, on décrit les lignes de force générales individuelles, en gommant la possibilité que les acquis des élèves diffèrent selon leur contexte de scolarisation. Le modèle, établi sur les données concernant les 19 718 élèves de CE2 des 27 circonscriptions considérées (787 écoles) permet de rendre compte de 25,04 % de la variance des acquis individuels. Les résultats obtenus sont très semblables à ce qui a été observé dans des travaux de ce genre ; cela dit, ce modèle est pour nous essentiellement instrumental. Sur cette base, et par l'intermédiaire de variables muettes, on peut alors ouvrir la possibilité d'écarts d'acquisitions d'un lieu à l'autre en évaluant ces écarts pour des élèves de caractéristiques individuelles comparables ; on peut ainsi savoir si un élève de telle ou telle caractéristique a des acquisitions plus ou moins bonnes (et de combien) selon qu'il a été scolarisé dans le lieu X ou bien Y.

Comme nous n'avons parfois (souvent) qu'une seule classe par école dans l'échantillon étudié, il n'y a pas vraiment de possibilité de chercher à distinguer le niveau classe du niveau école ; des variables muettes de classes ont donc été considérées sur la base de l'appartenance à la classe ; en procédant de la sorte, la part de variance expliquée s'élève à 38,22 % (contre 25,04 % avec les variables individuelles) identifiant un gain de variance expliquée de 13,18 % et manifestant ainsi l'ampleur des différences d'acquisitions selon la classe où a eu lieu la scolarisation. Ce résultat n'est pas nouveau, il confirme des observations faites dans des études antérieures sur des échantillons différents : la classe fait des différences. Notre problème pourtant ne se trouve pas là car, ce qui nous importe ici est de savoir 1) si le fait que la classe se trouve dans telle ou telle circonscription peut concourir à expliquer les différenciations entre classes et 2) quelles activités parmi celles développées par les circonscriptions se révèlent à cet égard efficaces.

Dans cette perspective, il convient en premier lieu d'identifier l'existence éventuelle d'effets de circonscription et d'estimer l'ampleur de l'écart attaché à chacune d'entre elles. Pour ce faire, il suffit de remplacer les variables muettes de classes par des variables muettes de circonscription ; ce faisant, on s'attend à ce que la variance expliquée soit inférieure à celle dont on rend compte avec les classes (car on impose de fait que toutes les classes d'une même circonscription soient également efficaces), mais également à ce qu'elle soit plus forte que la variance expliquée par les variables individuelles, si les classes appartenant à une même circonscription ont effectivement tendance à se ressembler (sous l'effet de l'activité des IDEN). Les résultats obtenus correspondent d'une certaine façon à cette attente puisque la part de variance expliquée avec les variables individuelles et les variables muettes de circonscription est de 26,73 %.

considère donc que l'action d'un inspecteur est d'autant plus positive que les élèves (dont on a contrôlé par ailleurs les caractéristiques) ont des acquis en moyenne plus élevés et que les différenciations inter-écoles/classes sont plus réduites.

Pratiques des IDEN et acquisitions des élèves dans les circonscriptions

Au niveau de l'analyse des effets pédagogiques moyens par circonscription, on peut retirer les éléments suivants :

– Il existe dans l'explication des acquis des élèves à l'école élémentaire un puissant effet-classe (au-delà de l'effet des caractéristiques personnelles des élèves). Cet effet-classe correspond à 13,18 points de variance expliquée.

– L'effet-circonscription existe et correspond à 1,69 point en termes de part de variance expliquée. Les classes d'une même circonscription ont bien une certaine tendance à se ressembler pour ce qui concerne leur efficacité pédagogique et l'effet circonscription explique 13 % de l'effet-classe (1,69/13,18).

– D'une circonscription à l'autre, des élèves de caractéristiques semblables ont bien, en moyenne, des acquisitions différentes. Alors que l'échelle du score individuel a été choisie de sorte à avoir un écart-type de 15 points, on observe des effets de circonscriptions avec une intensité de plus ou moins 4,5 points.

Les analyses dont nous venons de faire état ont une fonction instrumentale par rapport à l'identification des effets-circonscriptions. Elles nous permettent de savoir qu'il existe bien des effets à ce niveau et définissent un indicateur d'efficacité pédagogique quantitatif et continu associé à chaque circonscription. La question est maintenant de mettre en regard la variabilité de cet indicateur avec celle des différentes dimensions des pratiques des inspections dans la perspective d'identifier lesquelles de ces pratiques se révèlent faire des différences. Le tableau ci-après présente les résultats obtenus.

La première information que nous donnent ces modèles est qu'en dépit de l'évidente imprécision des mesures des cinq dimensions de la tonalité de l'activité des IDEN, on trouve des associations statistiques raisonnablement significatives. En effet, on obtient à la fois des parts de variance expliquée non négligeables et des tests de Student qui suggèrent une confiance convenable dans l'idée que certaines variables de circonscription ont bien une influence pédagogique.

Notons en premier lieu que les variables caractérisant l'intensité de la mobilisation des moyens dans l'équipe de circonscription (personnels et degré d'équipement) apparaissent sans influence sur les différences d'efficacité pédagogique des circonscriptions telle qu'on peut l'apprécier sur la base des acquisitions des élèves.

Parmi les variables qui rendent compte de la tonalité de l'activité des circonscriptions, la dis-

Tableau VI. – Modèles expliquant les différences d'efficacité pédagogique des circonscriptions selon les types de pratiques des inspecteurs

Variables	Modèle 1		Modèle 2	
	Coefficient	t de Student	Coefficient	t de Student
Degré d'ouverture		ns		ns
Degré de directivité	- 0,37	1,4	- 0,46	1,7*
Intensité de l'activité	- 0,60	1,6*	- 0,62	1,6*
Indicateur PEDA/GEST		ns		ns
Orientation vers les élèves	+ 0,98	2,3**	+ 0,97	2,4**
% Elèves milieu populaire			- 6,30	1,8*
Constante	+ 2,18	0,8	+ 6,52	1,7
R2 (%)	29		38	

inction entre IDEN gestionnaires et pédagogues, qui semblait différencier fortement les pratiques, se révèle sans importance sur l'efficacité pédagogique de la circonscription. Il en est de même du degré d'ouverture vers l'extérieur (ou en creux de concentration sur les écoles). Que l'IDEN soit gestionnaire ou pédagogue, soit ouvert ou centré ne semble pas modérer l'efficacité pédagogique. On peut toujours invoquer la mauvaise qualité des indicateurs (ils ne sont évidemment pas parfaits), mais il faut observer que les *t* de Student sont inférieurs à 0,6, ce qui est spécialement faible. En revanche, on constate que lorsque l'IDEN se préoccupe lui-même des résultats des élèves, cela crée un climat qui est favorable aux acquisitions (telles que mesurées dans le test de CE2) ; pour ne pas être une surprise, ce résultat mérite sans doute d'être souligné. Les résultats indiquent également qu'une attitude directive n'est pas propice *in fine* aux apprentissages des élèves ; un fonctionnement relationnel plus participatif semble plutôt aller dans le bon sens.

Globalement, les résultats concernant le volume des activités de l'inspecteur (formation continue, animations pédagogiques et visites d'inspections) sont décevants, en ce sens que plus le volume des activités est important, moins le climat semble favorable aux acquisitions des élèves. Même si la significativité statistique n'est pas très élevée, le signe du coefficient est négatif. Pour essayer de voir un peu plus clair, une estimation complémentaire a été conduite en remplaçant l'indicateur global par ses principales composantes. Les résultats obtenus montrent cette fois que les trois composantes ont un signe négatif, sachant que si le nombre des animations pédagogique et des visites d'inspections n'est pas significatif, l'impact du volume de formation continue des maîtres est lui à la fois négatif et statistiquement significatif. Sans doute serait-il prématuré de conclure sur cette question au vu de ces résultats. Toujours est-il qu'on ne trouve pas ici de justification pour un activisme pédagogique de la part des IDEN ; il est des situations dans lesquels les IDEN ne manifestent pas un « acharnement » spécifique, tout en réussissant raisonnablement bien, du point de vue des acquisitions des élèves. En conclusion, cela n'implique pas qu'il faille renoncer aux activités traditionnelles des inspections ; cela indique par contre qu'il n'est peut-être pas nécessaire de viser d'abord la quantité ; la tonalité du travail de l'inspecteur, les relations

qu'il développe, le message qu'il peut donner selon lequel l'action de l'école se mesure d'abord par les résultats des élèves, apparaissent des gages plus probants d'efficacité.

Une dernière variable mérite d'être mentionnée. Il s'agit de la proportion d'élèves de milieu populaire dans la circonscription, qui a un signe négatif. Ce résultat fait écho à des conclusions comparables dans d'autres études selon lesquelles le contexte social exerce globalement, au-delà de l'appartenance sociale individuelle, un effet négatif sur les acquisitions des élèves. Tout se passe donc comme si la présence simultanée de nombreux élèves aux caractéristiques moins positives pour la réussite scolaire créait un climat local moins favorable et, qu'outre les effets de composition, il existait aussi des effets d'accumulation.

Pratiques des IDEN et homogénéisation de l'efficacité pédagogique des écoles/classes

Nous avons observé qu'au-delà des caractéristiques individuelles des élèves, il existait une composante « locale » dans le fonctionnement des écoles ; les acquis scolaires d'élèves de caractéristiques comparables diffèrent de façon nette d'une école/classe à l'autre. Il est possible cependant que l'ampleur de ces écarts ne soit pas la même dans les différentes circonscriptions. On peut vérifier ceci en comparant, circonscription par circonscription, le pouvoir explicatif du modèle individuel et celui du modèle intégrant les écoles de la circonscription sous la forme de variables muettes. On observe effectivement des effets très différents d'une circonscription à l'autre : l'effet-école varie entre 3 et 22 points de variance expliquée, la distribution étant très continue entre ces deux extrêmes (moyenne de 10 points et écart-type de 4,75).

Cela dit, on peut distinguer deux parties dans ces différenciations globales inter-écoles : une qui renvoie à des facteurs généraux ou contextuels qui rendent plus ou moins difficile la gestion de la circonscription et le maintien d'un degré faible d'hétérogénéité ; une autre qui tient en elle-même à l'action des inspecteurs. L'identification de la première composante de ces différenciations permet alors, en creux, d'estimer ce qui tient à la seconde. Différentes spécifications de modèles ont été estimées, qui conduisent aux résultats suivants (tableau 7).

Tableau VII. — Modèles expliquant le degré d'hétérogénéité entre les écoles de la circonscription dans la dimension de l'efficacité pédagogique

Variabes	Coefficient	t de student
% d'élèves de milieu populaire	- 0,07	0,8
% secteur rural	+ 0,92	4,0
Nombre de maîtres	- 0,02	0,7
Nombre de personnels de l'inspection	+ 2,21	2,1
Fréquence des visites d'inspection	- 2,68	0,3
Intensité de la formation continue	- 0,62	1,4
Constante	+ 10,2	0,8
% de variance expliquée	51,5	

On observe que le degré d'hétérogénéité inter-écoles dans leur efficacité pédagogique est significativement plus important lorsque la circonscription est plus rurale ; par contre le fait que son public soit plus ou moins populaire n'a pas d'incidence. En ce qui concerne l'équipe de circonscription, un personnel plus important est associé à une plus grande hétérogénéité des résultats des écoles, comme si la multiplicité des intervenants impliquait une dispersion dans les messages délivrés aux écoles ; en revanche, lorsque le nombre de maîtres de la circonscription est plus petit, on aurait pu anticiper un meilleur encadrement et en conséquence un plus faible degré d'hétérogénéité ; ce n'est pas ce qu'on observe. Cette dernière observation tend à renforcer la vraisemblance de l'hypothèse précédente concernant l'équipe de circonscription. Dans cette perspective, on a examiné si les caractéristiques personnelles de l'IDEN influaient sur le niveau de l'hétérogénéité inter-écoles.

Les résultats montrent que ni le sexe, ni le corps d'origine ni l'ancienneté dans la circonscription ne s'avèrent significatifs.

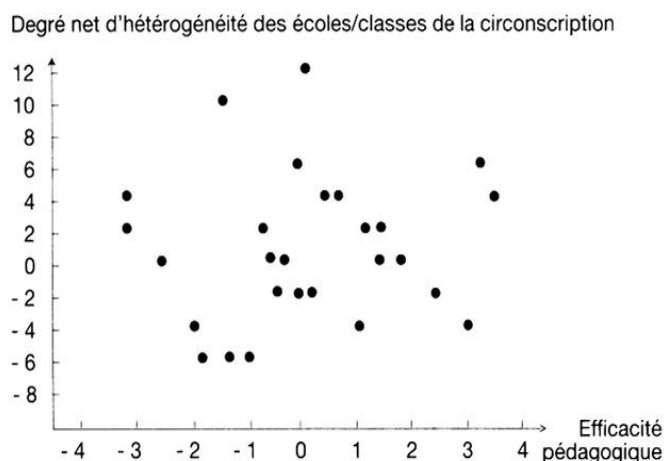
Au-delà des conditions d'exercice et des caractéristiques des personnes, le style de pratiques mises en œuvre par l'inspecteur et son équipe (degré d'ouverture, degré de directivité, intensité de l'activité, pratique plutôt pédagogique ou gestionnaire, orientation vers les résultats des élèves) apparaît sans liaison avec l'hétérogénéité observée ; il en est de même de la fréquence des inspections. En revanche, on décèle une tendance modeste et faiblement significative de l'intensité de la formation continue à être homogénéisatrice.

Sur la base du modèle précédent, on peut estimer le niveau d'hétérogénéité anticipé de chaque circonscription en fonction des éléments contextuels qui la caractérisent. Par différence avec les niveaux effectivement observés, on dispose alors d'un indicateur de la variabilité inter-écoles qui relève des facteurs inobservés pouvant être attribués à l'équipe de circonscription ou à l'IDEN lui-même. La valeur moyenne de cet indicateur est nulle mais son écart-type est de 4,48, les valeurs extrêmes étant de - 6,9 (circonscription dont l'hétérogénéité est la plus faible par rapport à ce qui aurait été « attendu ») et de + 11,4 (circonscription dont l'hétérogénéité dépasse fortement l'estimation de référence).

Le graphique 3, ci-après, illustre cette dispersion (axe vertical) et la met en outre en regard avec celle de l'efficacité pédagogique moyenne de chaque circonscription (dont il a été question dans le point ci-avant).

S'il existe une dispersion forte des circonscriptions dans chacune des deux dimensions, celles-ci n'entretiennent aucune relation statistique entre elles ; les circonscriptions dans lesquelles les différenciations nettes en termes d'efficacité pédagogique d'une école/classe à l'autre sont les plus faibles ne sont pas celles dans lesquelles les élèves réalisent en moyenne de meilleurs résultats scolaires, et réciproquement : les deux dimensions peuvent donc être considérées comme indépendantes. La mesure de leur corrélation est d'ailleurs seulement de 1 % (évidemment non significative).

Graphique 3. — Relation entre le degré d'hétérogénéité de la circonscription et son efficacité pédagogique moyenne



À TITRE DE CONCLUSION

Il faut tout d'abord rappeler que l'échantillon étudié ne comporte que 27 inspections, si bien qu'il convient de prendre avec précaution les résultats obtenus. Après ce travail qu'on pourrait qualifier d'exploratoire, il apparaît souhaitable de conduire des observations plus nombreuses qui permettraient d'aboutir à des conclusions plus robustes et finalement plus valides. Cela dit, certaines lignes de force émergent aussi assez clairement ; nous pouvons maintenant les rappeler.

Ce qui ressort avec le plus de force des analyses conduites est qu'il convient d'être prudent lorsqu'on parle d'inspections au sens générique, comme s'il existait une homogénéité entre les différentes circonscriptions. La réalité est tout autre car, au-delà de la variété de tonalité sociale ou géographique des circonscriptions, on observe des différences très marquées aussi bien dans les dotations en ressources humaines et matérielles que dans le fonctionnement et les pratiques des inspecteurs et de leurs équipes. De façon globale, ces trois ordres de différences entretiennent peu de relations ; il n'y a pas, en moyenne, plus de ressources quand la circonscription est plus grande, géographiquement plus dispersée ou socialement plus difficile. De même, si les pratiques peuvent être très différentes d'un lieu à l'autre, celles-ci sont peu influencées par les moyens disponibles ou les contextes scolaires ou sociaux d'application dans lesquels elles prennent place.

Concernant les moyens mobilisés au niveau des circonscriptions, le caractère relativement aléatoire

des dotations par rapport aux caractéristiques quantitatives et qualitatives des circonscriptions ne peut qu'interroger l'administration quant à ses capacités à répartir les crédits publics selon des critères transparents et objectifs. La variabilité des pratiques des inspections manifeste pour sa part l'existence de marges de manœuvre substantielles dans la façon dont est gérée la circonscription par l'inspecteur. Ainsi, l'intensité relative des aspects pédagogiques et gestionnaires, leur degré d'ouverture sur l'extérieur ou de centration sur l'école, leur degré de directivité dans leurs relations avec leurs collaborateurs et les maîtres, ainsi que, plus généralement, le volume de leurs activités, varient de façon très nette d'un inspecteur à l'autre ; sachant que ces éléments sont dans une large mesure indépendants, ils donnent lieu ainsi à une multiplicité de profils.

Face à ces variétés de pratiques, on observe l'existence statistique d'effets d'inspections. Alors qu'au-delà de la prise en compte des caractéristiques sociales des élèves, il existe de puissants effets d'écoles/classes, on a pu identifier que les écoles appartenant à une même circonscription avaient tendance à se ressembler dans leur capacité à élever le niveau d'acquisitions de leurs élèves ; cet effet-circonscription représente 13 % de l'effet classe/école. Il s'explique lui-même pour partie par les types de pratiques développées au sein des inspections. Alors que le degré d'ouverture/centration sur l'école et l'orientation plutôt gestionnaire ou pédagogique de l'IDEN se révèlent sans effet sur ce que les élèves apprennent dans les écoles de la circonscription, en revanche, une pratique relationnelle plus directive et un activisme intense de l'IDEN semblent plutôt défavorables.

Enfin, une dimension des pratiques des inspecteurs se révèle associée de façon plus systématique et plus significative aux acquisitions des élèves. Il s'agit du degré relatif d'attention portée au fonctionnement de l'école en lui-même d'une part, et aux résultats des élèves d'autre part. Ainsi certains inspecteurs signalent plus que d'autres dans leurs différentes pratiques (critères d'inspections, visée des animations pédagogiques, ...) une orientation plus spécifique sur ce que les élèves apprennent. Les résultats obtenus (en ligne avec la littérature sur les « écoles efficaces ») montrent que c'est dans ces circonscriptions que les acquisitions scolaires des élèves (après avoir contrôlé leurs caractéristiques personnelles) sont effectivement plus élevées.

Concernant de façon plus spécifique la capacité de régulation des circonscriptions, il a été montré que l'hétérogénéité dans l'efficacité pédagogique des différentes écoles d'une circonscription varie de façon forte d'une inspection à l'autre. Sans relation avec la taille de la circonscription, cette hétérogénéité a tendance à être plus forte dans les zones rurales. Il s'agit d'une donnée de base peu sujette en elle-même à modification ; cela dit, les activités menées par les équipes pourraient peut-être mieux prendre en compte ce facteur. D'une façon générale, on observe toutefois peu d'effets des pratiques des équipes de circonscription sur le niveau d'hétérogénéité de leurs écoles ; le fait qu'un plus grand nombre de personnels dans l'équipe soit associé à une plus grande hétérogénéité est de nature à susciter des interrogations.

L'ensemble de ces éléments est de nature à nourrir des réflexions 1) pour la régulation des actions des inspecteurs (de sorte qu'elles soient orientées vers davantage d'efficacité pédagogique et d'homogénéité des résultats de leurs écoles), 2) pour la formation initiale et continue des inspecteurs et 3) pour les modalités d'affectation des moyens aux différentes circonscriptions. Cela dit, au-delà du constat concernant les moyens des inspections et les pratiques des inspecteurs, les résultats invitent à des interrogations plus fondamentales pour la politique éducative et la gestion du système éducatif dans son ensemble.

S'il est assez clair que les inspecteurs primaires ont joué dans le passé un rôle très important pour qu'existe un système éducatif disposant d'un minimum d'homogénéité nationale, il n'est pas sûr qu'ils remplissent aujourd'hui cette fonction de façon satisfaisante. On peut sans doute argumenter que la variété des pratiques des inspecteurs est un indice de l'incertitude dans laquelle ils sont quant à leur fonction ; elle est sans doute aussi de façon plus fondamentale l'indice de la faiblesse de la détermination de l'administration quant au rôle qu'on souhaite faire jouer aux IEN dans la structuration d'ensemble du système d'enseignement primaire. Les nombreux changements intervenus au cours des 25 dernières années aussi bien dans leur formation que dans leur position institutionnelle (rôle des inspecteurs et des directeurs d'école, création des IUFM,...) vis-à-vis d'un système éducatif lui-même en évolution (conséquence des lois de décentralisation, développement des Zones d'Éducation Prioritaires et des projets d'écoles,...) impliquent sans

doute que les modes de fonctionnement des inspecteurs primaires qui ont prévalu entre les années 1880 et 1960 ne soient plus adaptés. Il reste qu'il est probable qu'on n'ait pas encore trouvé une formule tout à fait satisfaisante aux conditions actuelles de l'enseignement.

On a des indices évidemment plus probants du caractère inadéquat de leur action régulatrice auprès des enseignants de terrain en observant de façon directe les pratiques des enseignants et les résultats des élèves. Sur le plan des pratiques des enseignants, on observe une variabilité très forte d'un maître à l'autre ; par exemple, en termes d'organisation du temps, on trouve un temps consacré à la lecture en CP qui varie dans une fourchette comprise entre 7 heures et 16 heures par semaine (Suchaut, 1995) et des chiffres d'amplitude correspondante en classe de CE2 (Altet et Al. 1994). Une telle variabilité dans l'allocation du temps (il y a en fait moins de 10 % des classes qui respectent les horaires officiels) associée à une variabilité forte dans les méthodes pédagogiques mises en œuvre, résulte en une efficacité pédagogique extrêmement variable d'une classe primaire à l'autre (Mingat, 1991). Cela signifie que des élèves de caractéristiques personnelles semblables progressent en fait de façon très différente selon le maître auprès duquel ils sont placés. Les données collectées dans cette recherche sur les acquis des élèves confirment l'existence de très substantielles différences d'efficacité pédagogique d'une classe à l'autre en montrant que cette variabilité inter-classe n'est finalement que faiblement régulée par l'appartenance à une même inspection.

Ces différentes observations factuelles manifestent donc, d'une part que l'idée d'un système éducatif primaire homogène est dans de très larges mesures mise à mal et d'autre part que l'influence homogénéisatrice du corps d'inspection primaire est au mieux faible. Les données analysées dans cette recherche (évaluation externe *ex-post*) identifient avec assez de force que la situation actuelle de régulation institutionnelle du système primaire n'est sans doute pas tout à fait satisfaisante ; elles ne permettent toutefois évidemment pas de dire ce qu'il conviendrait de faire pour faire évoluer la situation.

Jean-Pierre Jarousse
Christine Leroy-Audouin
Alain Mingat

IREDU-CNRS et Université de Bourgogne

NOTES

- (1) Nous remercions à cet égard J. Ferrier qui a contribué à cette analyse et dont on pourra lire la thèse (Dijon, 1995), qui fait un point très large sur la question.
- (2) Sans qu'il soit possible de faire un lien direct avec celles-ci, les IDEN ont des perceptions variées de l'hétérogénéité sociale de leur circonscription : 17 inspecteurs estiment plutôt hétérogène la composition sociale de la population dont ils ont la charge ; sur le plan scolaire (enseignants, directeurs d'école, problèmes rencontrés), 5 IDEN perçoivent leur circonscription comme homogène, tandis que 7 autres déclarent devoir faire face à des situations d'hétérogénéité importante.
- (3) Certains inspecteurs sont en effet plus centrés sur les pratiques scolaires et d'autres plus ouverts sur la vie locale et les relations de l'école avec son environnement.
- (4) Ceci est d'autant plus notable que l'on a décompté la circonscription d'AIS pour laquelle le taux est de 1 pour 11.
- (5) Le calcul du rapport entre le nombre des maîtres et des personnels de l'équipe impose de fait une contrainte de proportionnalité qui peut ne pas être empiriquement pertinente. En effet, il est possible qu'il existe un volume de dotation fixe pour faire fonctionner la structure (c'est le cas par exemple de la présence d'un IDEN) ; dans ce cas, le calcul du rapport donne une image inadéquate des dotations effectives.
- (6) Sa capacité à défendre sa circonscription et l'énergie qu'il déploie pour obtenir des moyens, par exemple.
- (7) Bien sûr, lorsque 50 animations sont organisées, l'IDEN peut difficilement animer 60 % d'entre elles.

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- ALTET M., BRESSOUX P., BRU M. et LAMBERT C. (1994). — Étude des pratiques d'enseignement des maîtres des classes de CE2, **Éducation et Formations**, n° 44.
- FERRIER J. (1995). — **Les inspecteurs des écoles primaires**, Thèse de Sciences de l'Éducation, Université de Bourgogne.
- MINGAT A. (1991). — Expliquer la variété des acquisitions au CP ; les rôles de l'enfant, la famille et l'école, **Revue Française de Pédagogie**, n° 95.
- SUCHAUT B. (1995). — **La gestion du temps à l'école primaire ; diversité des pratiques et effets sur les acquisitions des élèves**, Document de travail, IREDU.